

## **Mémoire présenté au Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international sur les intérêts et l'engagement du Canada en Afrique en mettant l'accent sur la région du Sahel**

Dans un [mémoire](#) antérieur présenté au Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international, Coopération Canada a décrit comment le gouvernement pourrait redéfinir les règles de son engagement avec et sur le continent africain et a proposé un ensemble de principes directeurs pour éclairer les orientations politiques du Canada. Le présent mémoire offre une perspective plus étroite et suit notre recommandation précédente d'ouvrir une discussion avec les pays africains au niveau sous-régional, y compris dans le Sahel, pour mieux comprendre la diversité sociale, politique, économique et écologique du continent.

L'adoption par le Sénat et la Chambre des communes de motions afin d'entreprendre des études sur l'engagement du Canada et son approche envers l'Afrique atteste de l'intention du Canada d'examiner et de revoir son engagement diplomatique et géopolitique avec les pays africains sur le continent africain, y compris la façon dont cet engagement se coordonne avec l'aide internationale et les intérêts économiques du Canada, et affecte les partenariats et les liens entre les Africains et les Canadiens.

Le Canada a signé en juin 2024 le Communiqué des dirigeants du G7 d'Apulia où les mots Afrique ou Africain apparaissent 61 fois au total, comme « Russie » et contre 53 fois pour « Ukraine » et quatre fois pour « Indo-Pacifique ». L'intérêt apparent des pays du G7 pour le continent africain semble jumelé à l'inquiétude exprimée concernant la détérioration de la situation de sécurité dans le Sahel et les impacts sur la population civile. Dans leur communiqué, les chefs d'État et de gouvernement du G7 ont convenu que les défis aggravés au Sahel exigent que tous les acteurs concernés réagissent aux niveaux régional et international et maintiennent leur soutien aux populations civiles. C'est également avec une préoccupation croissante que les organisations de la société civile canadienne qui travaillent dans le Sahel approchent le gouvernement pour défendre le soutien aux populations civiles, la cohérence des politiques et les approches intégrées.

### **Le cas du maintien du soutien aux civils**

Le paysage géopolitique du Sahel a considérablement changé à la suite d'une série de coups d'État, ce qui a entraîné l'imposition de sanctions contre le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Par exemple, le Niger a été sanctionné par les États-Unis, l'Union européenne (UE), la France et les Pays-Bas. De plus, les officiers de l'armée malienne qui ont collaboré avec le groupe Wagner ou qui ont été soupçonnés de crimes ont été sanctionnés par les États-Unis. Cependant, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui avait également sanctionné le Niger, le Mali et le Burkina Faso, a levé ses sanctions contre le Niger et le Mali en février 2024, peu après que les trois pays aient quitté l'organisation et formé l'Alliance of Sahel States. Bien que les sanctions soient en principe destinées à exercer une pression sur ceux qui défient l'ordre constitutionnel, elles finissent souvent par toucher les populations civiles d'abord et avant tout et les communautés déjà vulnérables.

Par conséquent, les civils des pays frappés de sanctions se retrouvent sous double pénalité. D'une part, ils sont dirigés par des gouvernements qui ont révoqué le droit des gens de choisir leurs chefs. D'autre

part, ils sont victimes de sanctions externes qui entraînent des difficultés économiques et un accès limité aux occasions commerciales et aux biens essentiels.

En tant qu'organisations de la société civile canadienne, notre principale préoccupation est la paix et le bien-être de ces populations et notre plaidoyer est que le Canada maintienne des programmes d'aide au profit des civils. Cesser cette aide serait un coup important aux relations et partenariats de longue date établis au fil des décennies par les organisations de la société civile canadienne dans le Sahel. Les populations civiles sahéniennes ont observé les échecs de plusieurs interventions militaires nationales et étrangères et le déroulement des coups militaires, tout en souffrant des effets d'une guerre de 20 ans contre les attaques djihadistes.

### **Le cas de la cohérence dans les relations entre le Canada et l'Afrique**

En tant que chef du G7, le Canada bénéficie généralement d'une position unique vis-à-vis du continent africain : une puissance moyenne (c'est-à-dire non menaçante) avec des populations de diaspora africaines en croissance rapide, des liens de longue date avec le Commonwealth et la Francophonie, membre de la Banque africaine de développement depuis 1982 et observateur permanent de l'Union africaine avec une mission dédiée. Bien qu'aucun autre pays du G7 ou de l'OTAN ne partage cet ensemble de caractéristiques, le Canada s'est historiquement inspiré des États-Unis ou de la France. Compte tenu de sa position unique, le Canada doit développer une vision stratégique cohérente de sa relation avec les pays africains qui est spécifique aux intérêts canadiens, qui a des objectifs clairs et explicites et qui décrit les capacités et l'expertise du Canada.

Le budget fédéral de 2024 a ouvert le chapitre sur la politique étrangère en déclarant que l'histoire et la géographie du Canada pourraient faire en sorte qu'il soit facile de se détourner du monde et de laisser à d'autres le soin de résoudre les problèmes étrangers. Heureusement, le texte du budget reconnaît que cela serait une erreur de le faire. Le budget énonce également l'engagement du gouvernement à aider les plus vulnérables, à prévenir l'aggravation des crises qui se chevauchent et à promouvoir un avenir plus inclusif pour tous. L'engagement du Canada dans le Sahel sera un test éclairé de cet engagement pour les Canadiens.

### **Les arguments en faveur de partenariats qui font le pont entre le développement, l'aide humanitaire et la consolidation de la paix**

Dans le Sahel, mais aussi en République démocratique du Congo, au Soudan et dans d'autres contextes fragiles, l'instabilité politique est associée à des tensions socio-ethniques, à la précarité économique et aux menaces écologiques. Les pays qui s'engagent dans ces contextes doivent le faire intentionnellement en établissant des partenariats qui relient le développement, l'aide humanitaire et la consolidation de la paix.

Les organisations de la société civile canadienne qui travaillent dans le Sahel ne sont pas des autruches. Nous comprenons les préoccupations en matière de gouvernance et les tensions géopolitiques qui peuvent pousser le Canada à se désengager du Sahel et, plus particulièrement, du Burkina Faso, du Mali et du Niger. En même temps, nous savons par expérience que l'abandon des programmes dédiés aux populations vulnérables est contre-productif. Il comporte également le risque d'aliéner davantage les

pays du Sahel et de les encourager à rechercher d'autres partenariats. Un retrait complet limiterait le potentiel d'influence canadienne à moyen terme.

Le comité devrait demander au gouvernement d'adopter une approche intégrée pour faire face à la crise multidimensionnelle du Sahel et à d'autres contextes fragiles en Afrique. L'approche triple nexus offre une intégration précieuse des programmes de développement, humanitaires et de consolidation de la paix qui favorisent des interventions efficaces et durables.